



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU LOIRET

**Direction régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre**

A Orléans, le 17 juillet 2014

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société LIGERIENNE GRANULATS

Commune de CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE

**Prolongation de la durée de validité des arrêtés
préfectoraux d'autorisation d'exploiter une carrière
de sables et graviers et des installations de traitement
associées**

Réévaluation du montant des garanties financières

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1 – OBJET DU PRESENT RAPPORT

La société LIGERIENNE GRANULATS est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Haut de la Justice » à CHATEAUNEUF SUR LOIRE, ainsi qu'une installation de traitement des matériaux. Les activités exercées sur ce site sont réglementées respectivement par les arrêtés préfectoraux du 20 juin 1995 et du 10 décembre 2004. L'échéance de ces arrêtés est fixée au 20 juin 2015.

Par lettre en date du 24 février 2014, la société LIGERIENNE GRANULATS a sollicité la prolongation de la durée de validité de ces arrêtés pour une durée de 2 ans supplémentaires.

2 – PRESENTATION DU SITE

La société LIGERIENNE GRANULATS a été autorisée :

- ❑ par arrêté préfectoral délivré le 20 juin 1995, à poursuivre et à étendre, pour une durée de 20 ans, l'exploitation d'une carrière de sables et graviers implantée à CHATEAUNEUF SUR LOIRE, au lieu-dit « Haut de la Justice » ;
- ❑ par arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 à exploiter une installation de traitement des matériaux extraits par concassage, criblage et lavage, d'une puissance totale installée de 400 kW. Le fonctionnement de cet équipement est limité au 20/06/2015, date d'échéance de la carrière.

Le tableau de classement des activités du site a été actualisé par lettre préfectorale en date du 19 février 2014 afin de tenir compte des modifications intervenues dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

La sablière représente une emprise totale autorisée de 26 ha 12 a 77 ca, dont 21 ha 75 a 83 ca exploitables. La production maximale annuelle est fixée à 250 000 tonnes.

L'extraction des matériaux est réalisée sec au moyen d'un chargeur, sur une hauteur moyenne de 6,50 mètres (variant de 6 à 8 mètres, 9 mètres au maximum) puis en eau à l'aide d'une pelle sur une profondeur d'1mètre environ.

Le tout-venant extrait est traité par opérations de lavage, criblage et concassage dans l'installation de traitement présente sur le site.

Les produits confectionnés sont utilisés dans la fabrication du béton, dans la confection de matériaux routiers et pour l'approvisionnement d'artisans et d'entreprises locales du bâtiment.

3 – DEMANDE DE PROLONGATION

Contexte

L'échéance des arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter est fixée au 20 juin 2015.

Le rythme de production du site de ces dernières années a été relativement conforme au prévisionnel du dossier (variant de 150 000 à 220 000 tonnes / an) pour une quantité maximale annuelle autorisée fixée à 250 000 tonnes.

Néanmoins, pour des questions d'organisation, et sur la base d'un rythme de production moins soutenu, l'exploitant souhaite prolonger le fonctionnement de la carrière et de l'installation de premier traitement de 2 ans supplémentaires, soit jusqu'au 20 juin 2017 (le temps nécessaire à la remise en état étant inclus).

Les impacts liés à un fonctionnement prolongé, même sur une courte période, ne pouvant être compensés par un impact moindre du fait du rythme d'exploitation de ces dernières années, la prolongation demandée par l'exploitant ne peut effectivement s'envisager que sur la base d'un rythme d'exploitation moins soutenu, de l'ordre de 90 000 à 100 000 tonnes / an.

Dans ces conditions, il resterait alors de l'ordre de 3 années de production à l'exploitant au regard des réserves encore disponibles (le gisement restant à extraire étant estimé, au 1^{er} janvier 2014, à 284 000 tonnes).

Analyse des effets de la demande de prolongation

Le dossier joint à la demande de l'exploitant précise que les itinéraires et l'accès à la carrière seront inchangés.

L'impact sur le trafic occasionné par la prolongation peut être estimé comme faible compte tenu des volumes extraits revus à la baisse.

En terme de nuisances sonores, les accès et les méthodes d'exploitation sont inchangés. Les mesures déjà en place seront maintenues (convoyeur acheminant les matériaux extraits jusqu'à l'installation de traitement, merlons périphériques d'une hauteur de 2 mètres).

Par ailleurs, un contrôle des niveaux sonores a régulièrement été réalisé (tous les 3 ans) en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée. Ce suivi sera maintenu dans le cadre de la prolongation (dernières mesures de bruit en date de septembre 2011).

Les derniers résultats sont conformes aux exigences réglementaires à l'exception d'un point présentant un dépassement du niveau d'émergence autorisée (en période diurne). L'exploitant a indiqué à cet égard avoir identifié l'origine de ce dépassement et de nouvelles mesures seront réalisées dans un délai de 3 mois.

L'impact sur le milieu naturel est également estimé comme très limité du fait que l'emprise exploitable reste inchangée.

L'intégration paysagère ne présente pas d'enjeu particulier. L'éloignement du site ainsi que le contexte morphologique du secteur le rendent particulièrement peu visible des zones habitées et des axes routiers.

Le circuit de recyclage des eaux reste lui aussi inchangé.

Enfin, concernant les risques de pollution accidentelle, l'aire étanche pour le ravitaillement et le petit entretien des engins est reliée à un séparateur à hydrocarbures faisant l'objet d'un entretien annuel, et l'ensemble des produits liquides est stockée sur rétention.

Concernant les apports extérieurs de matériaux inertes, les dispositions seront maintenues et renforcées, notamment en ce qui concerne les contrôles préalables et la traçabilité de ces apports.

4 – REGULARISATION DES PARCELLES AUTORISEES

L'exploitation de l'installation de traitement a été autorisée par arrêté préfectoral du 10 décembre 2004.

L'emprise d'une partie des équipements annexes à cette installation n'a pas été intégrée dans cet arrêté préfectoral tels que le pont bascule et le local associé, les locaux sociaux, les ateliers de maintenance et l'aire d'entretien du matériel ainsi qu'une partie de l'aire de transit des matériaux finis.

Ces équipements, annexes à l'installation de traitement, ne relèvent pas la réglementation des installations classées en tant que tels.

Les parcelles concernées par l'emprise de ces équipements appartiennent à l'exploitant et étaient précédemment visées par l'arrêté préfectoral du 30 août 1990 autorisant la société LIGERIENNE GRANULATS à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers.

Elles ont par la suite fait l'objet d'un abandon acté par récépissé en date du 06 mars 2006 mais n'ont depuis jamais été reprises dans un nouvel acte administratif bien qu'exploitées de fait.

Par courrier du 13 octobre 2013, l'exploitant précise ces éléments et le dossier de demande de prolongation du 24 février 2014 demande la régularisation de la situation en intégrant notamment ces surfaces dans le calcul des garanties financières.

A noter par ailleurs, que plusieurs parcelles ont fait l'objet de divisions parcellaires. Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport actualise en conséquence le référencement cadastral des parcelles autorisées.

5 – REVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Dans le cadre de sa demande de prolongation, et du fait des modifications susmentionnées, l'exploitant a fourni les éléments d'actualisation du montant des garanties financières, établi selon les règles de calcul définies dans l'arrêté du 09/02/2004 modifié.

L'indice TP01 pris en compte est celui d'avril 2014 (699,9), dernier indice connu à la rédaction du présent rapport, conduisant ainsi à retenir un indice $\alpha = 1,13908$.

Les nouvelles garanties financières s'établissent donc comme suit :

	S1 (C1 = 15 555 €/ ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ ha)	S3 (C3 = 17 775 € / ha)	TOTAL en € (TTC) ($\alpha = 1,13908$)
Période 2014/2017	8,9920 ha	8,2170 ha	0,5850 ha	490 057 €

6 - AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR ET PROPOSITIONS

La demande de prolongation de la durée de validité des arrêtés susvisés ne générera aucun impact supplémentaire au regard des mesures de prévention déjà mises en place. Elle ne constitue de fait pas une modification substantielle (au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement) des éléments du dossier initial.

En effet, l'inspection des installations classées considère qu'une telle prolongation n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, du fait notamment du caractère temporaire et limité de cette prolongation de fonctionnement.

Néanmoins, des prescriptions complémentaires (dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement) sont nécessaires pour encadrer cette prolongation notamment pour :

- réduire la quantité maximale annuelle autorisée,
- renforcer les prescriptions relatives aux apports extérieurs (traçabilité, procédure de contrôle avant déchargement, précision sur les matériaux interdits etc.),
- régulariser l'emprise des installations autorisées,
- actualiser le montant des garanties financières en conséquence.

Par conséquent, l'Inspection des Installations Classées propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, d'émettre un avis favorable à la demande de la société LIGERIENNE GRANULATS sous réserve du strict respect du projet de prescriptions joint au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret
DDPP – Sécurité de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS CEDEX

Pour le Directeur,

Signé

PJ :

- *Projet d'arrêté préfectoral complémentaire*